



La France déclenche la guerre au Nord-Mali et collabore avec les États-Unis

Par [Ernst Wolff](#)

Mondialisation.ca, 15 janvier 2013

WSWS.org

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Des avions français et des soldats au sol ont attaqué vendredi et durant le week-end des forces islamistes rebelles au Nord-Mali tandis que des centaines d'autres soldats français arrivaient dans la capitale Bamako.

Sans même consulter le parlement qui examinera la question aujourd'hui, le président français, François Hollande, a déclaré une guerre illimitée au Mali, prétendument pour aider le gouvernement malien à combattre des forces liées à al Qaïda parmi les rebelles. Il a dit que la guerre durerait le « temps nécessaire ».

La milice islamiste Ansar Dine aurait menacé d'envahir un important aéroport du gouvernement malien près de Sévaré et qui est considéré être crucial pour toute intervention militaire au Nord-Mali. Cette milice contrôle une grande partie du Nord-Mali depuis qu'en avril dernier, après que des forces touaregs fuyant la guerre de l'OTAN en Libye, ont chassé du Nord du pays les forces gouvernementales maliennes faibles et divisées. Cela fait des mois que la France et les alliés de l'OTAN planifient la guerre au Mali.

Mardi, les rebelles ont capturé le village de Konna après d'intenses combats avec les forces gouvernementales. L'aviation française a riposté, en attaquant Konna vendredi et en tuant près d'une centaine de personnes. Un pilote d'hélicoptère français aurait été tué par des tirs d'armes légères et 11 soldats maliens combattant aux côtés des Français ont été tués. Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian a dit que les Islamistes ont été boutés hors de Konna mais qu'ils se trouvent encore dans la région après d'intenses combats.

Le porte-parole d'Ansar Dine, Sanda Ould Bouamana, a dit à *Al Jazeera*, « L'armée terroriste française a bombardé Konna. Les hôpitaux regorgent maintenant de blessés – les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les principales victimes. Il est impossible de savoir combien ont été tués mais le nombre est énorme. Parmi les tués, il n'y a que cinq de nos combattants. Le reste sont d'innocents civils tués par des bombardements aveugles de l'armée de l'air française. »

Démentant le fait que son organisation a des liens avec al Qaïda, Bouamana a ajouté que le Mali deviendra l'Afghanistan de la région et la perte de la France. »

Les frappes aériennes se sont poursuivies pendant le week-end. Dimanche, l'Algérie a autorisé la France à survoler son espace aérien pour atteindre des cibles au Mali, renonçant à son opposition traditionnelle à une intervention militaire dans la région. Ceci a permis à la France de lancer des raids aériens contre le Mali à l'aide d'avions de chasse basés en

France. Les avions français opèrent également depuis des bases situées au Mali et dans le Tchad voisin.

Dimanche, des avions de chasse ont bombardé des dépôts logistiques et des bases situés dans les grandes villes de Gao et de Kidal, dans le Nord du pays. Un responsable malien à Gao, hostile aux rebelles, a dit au *New York Times*, « L'hôpital de Gao est archicomble. Les deux morgues de la ville sont remplies de cadavres. »

Tout en étant officiellement menée en coopération avec le gouvernement malien qui est sujet à des coups d'Etat, l'invasion française au Mali est un acte de gangstérisme impérialiste. Justifié à la population malienne et française sur la base de mensonges cyniques, la guerre attisera une guerre civile qui a déjà transformé 300.000 Maliens en réfugiés et embrasera tout le Sahel.

Tandis que les bombes françaises s'abattaient sur le Mali, Hollande a mis en garde que le pays fait face à une « agression d'éléments terroristes » parmi les rebelles au Nord du pays. Il ajouta « Les terroristes doivent savoir que la France sera toujours là lorsqu'il s'agit, non pas de ses intérêts fondamentaux, mais des droits d'une population, celle du Mali, qui veut vivre libre et dans la démocratie. »

La prétention que la France s'empresse de défendre la démocratie à l'encontre d'al Qaïda au mépris total de ses propres « intérêts fondamentaux », est un mensonge absurde. D'abord, le gouvernement français n'a aucune position de principe à l'égard d'al Qaïda. Les forces djihadistes libyennes ont aidé Paris et ses alliés de l'OTAN à renverser Mouammar Kadhafi durant la guerre libyenne en 2011 et Paris continue de s'appuyer sur le Front Al-Nusra qui est lié à al Qaïda dans la guerre par procuration que mène l'OTAN contre le président syrien Bachar al Assad.

L'impérialisme français est en train de mener une guerre au Mali qui est tout à fait conforme à ses intérêts fondamentaux. Le Mali qui a été une colonie française de 1892 à 1960 et se trouve au centre géographique de l'Afrique occidentale, est une région riche en ressources, qui était jadis au cœur de l'empire colonial français.

Depuis 1968, le groupe nucléaire français Areva a déjà extrait au Niger voisin 100.000 tonnes d'uranium et projette d'y ouvrir en 2014 la deuxième plus grande mine d'uranium du monde. Le gouvernement Hollande se sert de la guerre pour établir des liens étroits avec le régime algérien qui dispose d'immenses réserves de gaz naturel. Les forces françaises sont également déployées au Sénégal, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Tous ces pays sont d'anciennes colonies françaises.

La France collabore avec les Etats-Unis. La Grande-Bretagne et d'autres alliés de l'OTAN pour planifier une intervention plus vaste au Mali, et pour laquelle divers régimes fantoches d'Afrique occidentale fourniront les troupes au sol. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a confirmé que le Sénégal et le Nigeria ont déjà envoyé de l'« aide » au Mali. Le ministre burkinabé des Affaires étrangères a annoncé que dans un jour ou deux, après une réunion du parlement, son pays allait envoyer 500 soldats.

Samedi, un représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a annoncé que l'organisation dépêcherait aujourd'hui même des troupes au Mali. La présidence rotative de la Cédéao est actuellement assurée par le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, qui est arrivé au pouvoir en avril 2011 grâce à une opération

militaire française soutenue par l'ONU après des élections contestées.

Les partis droitiers en France se sont rangés derrière la guerre au Mali. Jean-François Copé, le porte-parole du parti gaulliste, Union pour un mouvement populaire (UMP), a promis d'apporter son « soutien » à Hollande

La dirigeante néo-fasciste française, Marine Le Pen, a salué la guerre de Hollande en la jugeant « légitime, » et en ajoutant : « Notre pays a été appelé à l'aide par le gouvernement légitime du Mali en application d'une coopération de défense entre nos deux pays, dans une zone francophone. »

La guerre au Mali est la première guerre majeure lancée par le gouvernement du Parti socialiste de Hollande qui est arrivé au pouvoir l'année dernière. Elle révèle au grand jour de la manière la plus dévastatrice le rôle joué par les forces de « gauche » petites-bourgeoises tels le Parti communiste français (PCF), le Front de Gauche et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui avaient appelé à voter inconditionnellement pour Hollande.

L'intervention au Mali répond pour Hollande à un important objectif sur le plan intérieur, celui de détourner l'attention des attaques brutales perpétrées contre la classe ouvrière française. Ce n'est pas par hasard que quelques heures après l'attaque lancée contre le Mali, le gouvernement Hollande a annoncé une réforme du marché du travail, la plus profonde à ce jour. Cette réforme comprend l'imposition de conditions de travail plus « flexibles ». Ces mesures, négociées avec les syndicats, ont immédiatement été acclamées par l'association patronale du Medef comme permettant au pays de retrouver sa compétitivité.

Dans la guerre au Mali, la France collabore étroitement avec les alliés de l'OTAN. Le commandant des Forces américaines en Afrique, le général Carter Ham, a dit que le Pentagone réfléchissait à un vaste éventail d'options pour « soutenir les efforts de la France, » y compris un partage du renseignement et un soutien d'ordre logistique mais n'envisageait pas de déployer des troupes américaines. Washington examinerait en ce moment une requête de la France pour que les Etats-Unis permettent à la France d'utiliser des drones américains.

Le bureau du premier ministre britannique, David Cameron, a dit à l'AFP qu'il enverrait deux avions de transport pour aider à l'acheminement de soldats et de matériel mais qu'il n'y aurait pas de troupes terrestres britanniques.

Ernst Wolff

Alexandre Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 14 janvier 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Ernst Wolff](#), [wsws.org](#), 2013

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca